

UNE RENTRÉE DANS L'INQUIÉTUDE

DÉCLARATION DE SUD ÉDUCATION PARIS AU CTA DU 8 SEPTEMBRE 2020

Réformes éducatives bancales et iniques, attaques contre le système des retraites, confinement et protocoles sanitaires de déconfinement ubuesques, campagne de dénigrement des enseignant-es... Si l'année 2019-2020 a été éprouvante pour l'ensemble des personnels de l'éducation, on ne peut pas dire que la rentrée 2020-2021 soit à la hauteur des attentes et inquiétudes des personnels : aucun moyen supplémentaire conséquent n'a été attribué pour permettre une rentrée sereine et l'évolution du protocole sanitaire correspond avant tout à une logique pragmatique d'adaptation à l'épidémie dans un contexte de limitation des dépenses. L'État met ainsi au second plan la santé et les conditions de travail des personnels et des élèves pour de basses questions budgétaires. Les personnels se retrouvent donc à devoir se débrouiller avec les moyens du bord pour tout mettre en œuvre « *dans la mesure du possible* » mais rien n'est par exemple prévu pour anticiper les absences prévisibles en raison de l'épidémie.

L'impression générale est que l'objectif politique de l'affichage d'un retour à la normale passe avant l'objectif sanitaire d'une limitation des risques pour l'ensemble des personnels et des élèves. Et, à ce titre, les plus fragiles sont les grand-es oublié-es. Ainsi personnels vulnérables au coronavirus savent seulement depuis le jeudi 27 août ce qui est prévu pour elles et eux : un retour physique à l'école sans dispositifs spécifiques de protection adéquats, c'est-à-dire sans masques FFP2. Ces personnels auront des masques chirurgicaux catégorie 2, ceux dont disposaient les écoles de Paris au printemps dernier et qui ne constituent pas une protection sûre face à un public non masqué. Les autres personnels se verront octroyer des masques en tissu lavables 20 ou 30 fois, moins efficaces mais également moins chers... Pour notre part, nous continuons à revendiquer le droit pour les personnels vulnérables à la Covid à continuer à bénéficier d'une autorisation d'absence s'ils et elles en font la demande et nous insistons pour que des équipements de protection individuelle et de protection collective soient fournis en quantité suffisante.

Mais pourquoi s'inquiéter ? Dans les médias, qui semblent vraiment être devenus le moyen privilégié de communication du Ministère, Jean-Michel Blanquer péroré sur le protocole et sur l'organisation de l'école française face à la Covid-19, qui serait l'une des meilleures au monde. S'il y a bien une continuité, c'est celle de l'auto-satisfaction et de la démagogie !

Sur le plan pédagogique, rien de nouveau : le ministre, fidèle à ses marottes neuro-scientifiques, mise tout sur des évaluations nationales renforcées et des outils de positionnement... mais en négligeant toutes les difficultés liées à la reprise des apprentissages avec des mois d'interruption. Là où il aurait fallu créer des postes de personnels d'éducation dédié-es à l'accompagnement et au suivi des élèves qui en ont le plus besoin, le ministère se contente de chercher à remplir des tableaux et à produire des statistiques.

Pire, dans certains établissements, la rentrée a dû se faire à moyens réduits alors que les besoins sont réels. C'est ainsi le cas au lycée autogéré de Paris, qui a perdu 1/2 poste sur 25 mais aussi à la cité scolaire Voltaire où, malgré l'alerte lancée par les personnels, des postes ont été supprimés au printemps dernier et font désormais défaut alors qu'une nouvelle classe de seconde est ouverte. Pour permettre d'accueillir tous les élèves, le Rectorat doit rétablir les moyens et les postes supprimés à Paris.

S'agissant de l'accueil des élèves de 6^e, nous avons été alerté-es sur le fait que des élèves régulièrement affecté-es en classe de 6e n'avaient pas pu être accueilli-es faute de place et avaient dû être inscrit-es dans un autre collège, parfois assez éloigné de leur domicile. Cette situation insécurisante pour des élèves qui ont déjà connu une année scolaire 2019-2020 très chaotique ne manque pas de nous interpeller et nous nous demandons pourquoi l'ouverture de divisions supplémentaires dans les établissements concernés n'a pas été programmée.

Concernant l'accueil des élèves en situation de handicap, les personnels AESH se voient encore davantage précarisé-es avec la généralisation des PIAL. Plus d'élèves en charge, interventions dans plusieurs écoles et établissements... au nom de la mutualisation, nouveau synonyme du mot économie, sans un centime de plus, les AESH vont voir leur charge de travail s'alourdir et vont continuer à être exclu-es des équipes pédagogiques si leurs lieux de travail se multiplient.

La rentrée est donc éprouvante et ce n'est malheureusement pas la nomination d'un nouveau Recteur de l'académie de Paris qui est de nature à rassurer les personnels. Alors que la confiance vis-à-vis du Ministère est au plus bas, comme en témoigne encore une récente enquête lancée par un collectif pourtant proche de la majorité présidentielle, l'arrivée, à la tête de l'académie, de l'ancien directeur de cabinet du ministre, membre du conseil scientifique de l'Ifrap, ne manque de susciter une vive indignation.

Alors qu'on avait cru entendre que la crise sanitaire obligeait à porter un regard neuf sur le monde, la continuité idéologique est bien là et SUD éducation Paris continuera donc de combattre toutes les tentatives visant à renforcer le poids et les pouvoirs de la hiérarchie, à adopter les techniques de management de l'entreprise et à dénaturer un service public d'éducation auquel nous sommes plus que jamais attaché-es.